

XII

ZAATCHA.

Le 10 décembre. — Le grand Écuyer. — Une association. — Premiers colons. — Notre colonel. — Mon maître. — Un philosophe. — Phalanstère arabe. — Un grand cœur. — Les Ziban. — Une serre chaude. — Assaut repoussé. — Combats acharnés. — Le colonel Carbuccia.

Mes nouvelles fonctions de capitaine adjudant-major me rappelaient à l'état-major du régiment, c'est-à-dire à la charmante garnison de Blidah. Et j'en étais enchanté. D'autre part, elles constituaient une véritable sinécure. Le capitaine adjudant-major est chargé d'assurer la régularité du service commun à plusieurs escadrons, et tous nos escadrons étaient séparés les uns des autres. Je n'avais donc absolument rien à faire, et j'en profitai pour retourner voir ma mère, établie à Mauzé, dans les Deux-Sèvres. Parti d'Alger à la fin de 1848, j'étais en France pendant le mois de décembre, quand eut lieu l'élection du président de la République. Je ne connaissais le prince Louis-Napoléon que par les échauffourées de Strasbourg et de Boulogne. Par contre, je connaissais le général Cavaignac. Je m'étais rencontré plus d'une fois avec lui en Algérie. Je savais ses préférences, dont il ne faisait pas mystère, pour le régime républicain. Je savais, par conséquent, que voter pour lui, c'était voter pour la République.

C'est pourquoi je portai dans l'urne un bulletin au nom du prince Louis-Napoléon. Certes, on eût cherché longtemps en France avant d'y trouver un garçon plus étranger que moi à la politique. Non seulement je n'avais jamais parlé avec un homme politique, mais je ne possédais aucune donnée sur l'état de l'opinion, et les rares journaux que je lisais ne pouvaient pas me renseigner, puisque tous, en soutenant des théories contradictoires, ont eu de tout temps la manie de représenter l'opinion qu'ils servent comme celle de la majorité des citoyens. Ils ne m'apprenaient donc rien, et j'ajoute que les conversations que j'entendais tenir autour de moi, à Mauzé, étaient de nature à me faire croire que le nom de Napoléon ne sortirait pas vainqueur du scrutin du 10 décembre. Mais je sentais instinctivement qu'après les secousses terribles qui avaient ébranlé la France, depuis le 24 février, la nation avait besoin, avant tout, d'ordre et de tranquillité, et qu'elle ne trouverait ces deux biens qu'avec un gouvernement assez fort pour les faire respecter, en se faisant respecter soi-même. Or, le nom légendaire de Napoléon, qui remua si profondément le pays, représentait précisément cet idéal. En dépit de la fureur des partis, en dépit des calomnies de détracteurs, payant souvent de la plus noire ingratitude les bienfaits reçus, la mémoire du grand Empereur repose, dans l'âme de ce pays-ci, sur deux bases : l'ordre intérieur et la gloire extérieure. Certes, on ne trompe pas entièrement les Français quand on leur dit que cet ordre intérieur, ils l'ont payé par la servitude, et que cette gloire extérieure, ils l'ont expiée par l'invasion. Mais tout cela, c'est du raisonnement, et on ne mène pas les hommes par le raisonnement; on ne les mène que par le sentiment. Les nations ont toujours dédaigné les mathématiques pour l'imagination. Sur elles, le réel n'a pas d'action. L'humanité n'obéit qu'à ses rêves. Elle préfère toujours la

Légende à l'Histoire, et voilà pourquoi le scrutin de Décembre donna raison à mes instincts.

Mon congé terminé, avant de rentrer en Algérie, je voulus passer par Paris pour y voir mon ancien camarade, le commandant Fleury. Les circonstances l'avaient bien servi. Il était devenu un personnage. Il était aide de camp du Prince Président. Il exerçait déjà, sans en posséder encore le titre, les fonctions qu'il avait rêvées toute sa vie. Déjà en Afrique, quand il n'était encore que maréchal des logis de spahis, nous nous amusions à l'appeler : « Monsieur le Grand », comme on appelait autrefois Cinq-Mars le Grand Écuyer de Louis XIII. Il habitait le numéro 11 de la rue Montaigne, où étaient installées les écuries de la Présidence, écuries fort peu considérables encore, qui ne contenaient guère qu'une dizaine de chevaux. Dans cette maison, qui a fait place depuis à des constructions modernes, mais qui était alors une sorte d'annexe de l'Élysée, se trouvaient réunies presque toutes les personnes attachées au Prince : le commandant Fleury, le lieutenant-colonel Edgar Ney du 3^e de hussards, le capitaine du génie de Béville, chef du bureau topographique, le capitaine d'état-major marquis de Toulangeon, et enfin un homme encore jeune, qui ne payait pas de mine, mais qui était certainement le plus influent de tous, l'âme damnée du Prince, son séide aveugle, son conseiller à la fois hardi et profond, l'ancien maréchal des logis Fialin de Persigny.

M. de Persigny a été l'artisan de la fortune du général Fleury. En 1837, à Londres, il l'avait présenté au prince. Onze ans plus tard, en 1848, au mois d'octobre, alors qu'il faisait feu des quatre pieds pour préparer l'élection présidentielle, il le ramena à Louis-Napoléon dans des circonstances assez bizarres pour qu'on les raconte.

Fleury était un très brillant capitaine de spahis ;

mais il n'avait jamais pâli sur la théorie de son métier, et son instruction professionnelle était renfermée dans des limites assez étroites. Il ne comprenait qu'une manœuvre : tirer son sabre et charger. Il était très débrouillard, très intelligent, très metteur en scène, mais jamais il n'avait soupçonné qu'il y eût dans l'armée française un ensemble de coutumes et de règles qui s'appelaient : l'Administration. Il pensait que la guerre doit nourrir la guerre, que les résultats des razzias ne sont pas faits pour les chiens, et que les questions dans lesquelles entre l'argent doivent être traitées par-dessous la jambe. Un vrai militaire ! Aussi, pendant que nos escadrons, usés par les expéditions, étaient, comme hommes et comme chevaux, dans le plus piteux état, celui qu'il commandait, à Orléansville, se trouvait toujours au grand complet et monté sur des chevaux toujours frais. Les chefs voyaient le résultat, et ce résultat leur semblait magnifique. Ils n'allaient pas examiner si Fleury, de son autorité privée, avait réformé deux ou trois fois les chevaux de son escadron, tout en maintenant sur les contrôles le nom et le signalement des chevaux remplacés par d'autres. Ils n'allaient pas examiner si Fleury avait attiré dans son escadron des hommes, par des primes d'engagement extraréglementaires. Ils voyaient un escadron incomparable, et tous ils réclamaient de l'avancement pour son capitaine commandant. Ils réussirent, et au mois d'août 1848, après quatre années à peine de grade de capitaine, Fleury était nommé chef d'escadrons au 3^e régiment de spahis, à Constantine. C'était superbe. Mais il fallait liquider sa situation à Orléansville. L'administration militaire lui laissait sur le dos de très nombreuses dépenses faites pour l'escadron, et il avait pris des engagements auxquels il ne pouvait pas faire face. En passant par Alger pour aller rejoindre son nouveau poste, le commandant Fleury alla voir le général Marey-Monge, qui remplis-

sait par intérim les fonctions de gouverneur de la colonie et qui lui avait toujours témoigné plus que de la bienveillance : de l'amitié. Cet excellent et flegmatique personnage déclara au commandant qu'il avait reçu des réclamations pressantes et importantes, et il ajouta : « Mon ami, avant d'aller occuper votre nouveau poste, il est de toute nécessité que vous liquidiez votre situation à Orléansville. »

Fleury n'avait plus un sou. Il demanda au gouverneur général un congé, pour aller chercher en France de quoi désintéresser ses créanciers. Il comptait sur sa mère, qui s'était remariée avec un Italien : le marquis Prétely. Or, non seulement cette ressource lui manqua, mais en arrivant à Paris, il tomba malade et resta un mois sans pouvoir sortir de sa chambre. Dès qu'il fut sur pied, il alla rendre visite au général de Lamoricière, son protecteur, son ami, qui venait de signer, comme ministre de la guerre, sa nomination.

Quand on lui annonça le commandant, le ministre était plongé dans l'étude d'un projet de loi qu'il devait présenter le lendemain à l'Assemblée, et il ne put pas le recevoir. Fleury pensa être plus heureux avec le président de la République et se rabattit sur le général Cavaignac. Mais à l'hôtel de la rue de Varennes, il reçut le même accueil qu'à l'hôtel de la rue Saint-Dominique. Il s'en revenait donc chez lui, l'oreille basse, et comparant avec amertume les procédés des généraux africains, si différents dans la capitale de ce qu'ils étaient en Algérie, lorsqu'en traversant le jardin des Tuileries, il se vit aborder par M. de Persigny, qu'il ne reconnaissait pas, mais qui le reconnut, lui, pour l'avoir vu à Londres et qui, dès les premiers mots, lui posa cette question : « Êtes-vous allé voir le Prince ? — Non, répondit Fleury, je n'ai pas pris cette liberté. D'ailleurs, certainement le Prince n'a pas conservé le souvenir de notre entrevue à Londres. — Détrompez-vous,

repartit M. de Persigny. Le Prince n'a oublié aucun des Français qui sont venus le voir sur la terre d'exil. Il est justement à côté d'ici, à l'hôtel du Rhin. Venez avec moi. Vous verrez qu'il vous reconnaîtra. Vous verrez qu'il se souvient de vous. »

Fleury, froissé de la réception de ses chefs, avait l'âme ouverte à de pareilles avances, et il suivit M. de Persigny. Louis-Napoléon l'accueillit de la façon la plus gracieuse. Lui-même se mit en frais. Il fut invité à dîner pour le lendemain, et à l'issue de ce repas, qui scella leur amitié, le Prince dit à Fleury : « Voulez-vous lier votre sort au mien ? Les nouvelles qui m'arrivent de toute part me représentent mon élection comme assurée. Si je réussis, vous réussirez avec moi. Si, contre toute prévision, j'échoue, eh bien, nous tomberons ensemble. On me prévient de veiller sur moi. On m'assure que mes ennemis politiques ne reculeront pas devant un crime. Il n'est pas facile de venir à bout de deux hommes décidés à se défendre. Vivons ensemble, et attendons des événements qui ne sont plus bien loin. Voulez-vous ? » Fleury accepta, et à partir de ce moment il vécut dans l'ombre du Prince, dont il fut l'aide de camp, bien avant le 10 décembre. Particularité curieuse ! son congé étant expiré, il n'en demanda pas le renouvellement et resta plusieurs jours à Paris, dans une position irrégulière qui aurait eu pour lui des suites fort désagréables, si le Prince n'avait pas été élu. Il me raconta cela lui-même à table, en déjeunant, rue Montaigne.

Après le déjeuner, nous nous étions mis à la fenêtre pour regarder les chevaux du Président, que l'on promenait dans la cour. Je ne sais quelle idée me passa par la tête, mais tout à coup je dis à Fleury : « J'espère que nous n'allons pas nous arrêter en si beau chemin ! A quand l'Empire ? » Là-dessus, voilà mon Fleury qui s'emporte comme une soupe au lait et qui me fait une

sortie violente, tout à fait disproportionnée avec mon petit manque de tact : « Oui ! criait-il, c'est par ces propos inconsidérés, imprudents, sans fondement et sans excuse, que l'on cause un préjudice peut-être irréparable au président de la République, en le représentant comme un adversaire secret des institutions que la France s'est données.

— Eh là ! mon Dieu ! calmez-vous, lui répondis-je. Je ne vous demande pas vos secrets. Nous savons tous les deux que la France ne s'est rien donné du tout et qu'elle a, comme toujours, subi le triomphe d'une émeute. J'ai voté pour le prince Louis-Napoléon, en haine de la République, et sans m'imaginer un seul instant que le neveu du grand Empereur se contenterait des pouvoirs précaires et éphémères inscrits dans la Constitution. Je me suis trompé ; c'est bien. Mais convenez que Strasbourg et Boulogne excusaient d'avance mon erreur. N'en parlons plus, et ne voyez dans ce que je viens de vous dire aucune mauvaise intention. » Je pris congé, et je m'en allai en murmurant dans l'escalier : « Oh ! oh ! le camarade Fleury est devenu bien politique ! »

Je m'en retournai à Blidah, où je trouvai installé le commandement de la division militaire, qui depuis la conquête n'avait pas quitté Alger, et qui a voyagé plus d'une fois entre les deux villes, sans qu'on ait jamais bien su laquelle il convenait de préférer ; car, au fond, et pendant très longtemps, le véritable gouverneur général de l'Algérie aurait dû s'appeler : Son Excellence l'Incertitude. Le nouveau commandant de la province était alors le brillant général de Saint-Arnaud. Peu après mon retour, il procéda, en grande cérémonie, à la réception du premier convoi de colons, envoyés de France pour peupler les villages agricoles qu'on venait d'établir, d'après le plan du général de Lamoricière. Tous ces pauvres diables, que nous allâmes recevoir aux

portes de la ville, avec des morceaux de musique et de bonnes paroles, nous firent l'effet d'assez tristes pionniers de la civilisation, et nos soldats, qui n'ont pas besoin de beaucoup de phrases pour caractériser les choses, adoptèrent presque immédiatement le mot de *colon*, comme expression d'un joyeux et sympathique mépris. Le général harangua les colons avec chaleur et bienveillance. Il leur peignit la vie nouvelle qui les attendait et qui, pour la plupart d'entre eux, ne ressemblait guère à l'existence passée. Il leur promit sa bienveillance, sa sollicitude, s'engageant à leur venir en aide dans tout ce qui dépendrait de lui, mais ne leur dissimulant pas cependant que, pour acquérir sinon la fortune, du moins le bien-être et l'aisance, leurs efforts personnels et leur persévérance au travail seraient bien plus puissants que le concours de l'administration.

On avait dû courir au plus pressé et s'inquiéter davantage de la tranquillité de la France que de l'avenir de l'Algérie. Car il avait fallu, avant tout, débarrasser Paris et les grandes villes des éléments révolutionnaires qui avaient fait leurs preuves, aux journées de Juin. Aussi ces malheureux, qui venaient de traverser la France par les canaux et les rivières en bateaux plats, et la Méditerranée sur des transports à voiles, représentaient-ils plutôt une lie ouvrière qu'une élite agricole, dont nous aurions eu surtout besoin. Telle fut la cause profonde de l'échec facile à prévoir, inévitable même, de ce premier essai en grand de colonisation. A cette cause s'en ajoutèrent d'autres. D'abord le génie militaire, chargé de l'établissement de ces villages agricoles, les avait tous construits sur un plan uniforme, et s'était beaucoup plus inspiré des nécessités de la défense que des exigences de la vie champêtre. Ensuite, chacun de ces villages était administré militairement par un officier qui remplissait les fonctions de juge de paix, celles de maire, et qui, dans des notes

mensuelles, rendait compte de la situation et des chances d'avenir de chacun de ses administrés. Il y avait parmi ces officiers des hommes du plus haut mérite, tels que le capitaine Malglaive, très savant officier du génie, philosophe humanitaire, qui commandait le village de Marengo, au fond de la Mitidja, et qui consacra sa fortune, considérable, à le faire prospérer ; ou encore le capitaine d'état-major Lapasset, commandant du bureau arabe de Ténès, créateur d'un village indigène et administrateur de la colonie agricole de Montenotte, faisant admirablement marcher de front ces trois services. Mais ils étaient des exceptions, et le personnel administratif n'était pas toujours aussi heureusement choisi. On prenait ce qu'on avait sous la main, et ce n'était généralement pas l'élite de l'armée qui sollicitait des fonctions si peu en harmonie avec l'éducation militaire, et encore aggravées par la déplorable insuffisance des gens qu'il fallait diriger.

On n'avait cependant rien négligé pour le bien-être du colon. En arrivant, il trouvait, prête à le recevoir, lui et sa famille, une petite maison semblable à celles qu'on rencontre aux environs des usines, très propre et très logeable. L'État lui fournissait des rations de vivres, en attendant les récoltes. Il lui faisait l'avance des grains pour semer et des animaux nécessaires à l'exploitation rurale, ainsi que de tout le matériel agricole. Mais il ne pouvait pas apprendre l'agriculture à des gens qui n'avaient jusqu'alors manié que la navette ou le tire-pied, et rien n'était caractéristique comme les notes mensuelles qui racontaient leur vie. J'en ai conservé une, donnée par le capitaine Lapasset à un de ses administrés. Elle est ainsi conçue :

« X... : n'entend rien aux travaux de la campagne ; a une peur affreuse de son bœuf. »

Ils en étaient tous à peu près là. Aussi ne prirent-ils pas racine sur le sol africain. Hommes, femmes, enfants,

sortis des villes, en avaient la nostalgie et y retournèrent dès qu'ils le purent. Cette première couche de population fut donc perdue pour la colonisation. Mais le branle était donné, la route était ouverte par laquelle passèrent d'autres générations qui réussirent à s'adapter à ce nouveau milieu et ont procuré à l'Algérie la prospérité dont elle jouit aujourd'hui.

Le problème n'est pas résolu pourtant, puisqu'il reste toujours les indigènes, dont nous avons troublé si profondément les mœurs et les coutumes, et que nous n'avons pas réussi à nous concilier. Cette population est domptée ; elle n'est pas soumise. Et Dieu veuille que les complications de la politique européenne ne nous fassent pas expier nos négligences et nos imprévoyances, en la soulevant encore une fois contre nous.

Le général de Saint-Arnaud, avant d'installer les nouveaux colons en Algérie, y avait installé son nouveau ménage. Au moment de la révolution de Février, où il s'était fait remarquer par une conduite aussi loyale qu'énergique, et où il avait failli périr d'une blessure dont il ne guérit que par une sorte de miracle, il avait épousé en secondes noces Mlle de Traissègnies, qui lui apportait, pour toute dot, l'alliance d'une des plus illustres familles des Pays-Bas, et il partageait son temps entre ses devoirs militaires et les soins dont il entourait sa jeune et charmante femme. Il quitta bientôt Blidah, pour exercer le commandement beaucoup plus important et presque indépendant de Constantine. C'est de là qu'il devait partir pour commander, quelques jours et pour la forme, une division à l'armée de Paris, sous les ordres de Changarnier, et pour devenir ministre de la guerre, au moment du coup d'État.

Mon régiment possédait enfin son chef, si longtemps nominal, le colonel Daumas, le créateur des bureaux arabes et l'ancien directeur général des affaires indigènes. Il avait abandonné ce dernier poste pour aller

Muerte del Mariscal Bugeaud

auprès d'Abd-el-Kader adoucir les amertumes d'un internement ordonné en violation des engagements les plus formels, et il avait accompagné l'Émir au château de Pau, puis au château d'Amboise. Il avait été remplacé à Alger par le colonel Rivet, ancien officier d'ordonnance du maréchal Bugeaud, un artilleur passé dans la cavalerie, qui devait trouver dans les tranchées de Sébastopol une mort glorieuse, le jour de la prise de Malakoff. Comme le gouvernement ne voulait pas immobiliser plus longtemps auprès d'Abd-el-Kader les talents hors ligne du colonel Daumas, il lui donna pour successeur le capitaine d'artillerie Boissonnet, très fort arabisant, homme de bien par excellence, et le colonel vint prendre le commandement de ses spahis pour aller bientôt, d'ailleurs, comme général de brigade, diriger, au ministère de la guerre, les affaires de l'Algérie.

Ce fut encore à ma rentrée à Blidah que l'armée d'Afrique prit le deuil du maréchal Bugeaud, presque subitement emporté par le choléra. Nous pleurâmes ce grand homme, tout en continuant à nous demander comment il avait pu plier, le 24 février 1848, si facilement devant l'émeute. On a dit, je le sais, que M. Thiers arrivant au pouvoir, et pensant que tout le monde devait être content puisqu'il l'était lui-même, regardant sa nomination ministérielle comme une satisfaction suffisante accordée aux revendications populaires, avait invité le maréchal à retirer ses ordres de répression. Et dans sa remarquable *Histoire de la monarchie de Juillet*, M. Thureau-Dangin ajoute que le maréchal n'obéit aussi vite que parce qu'il comptait faire partie lui-même de la nouvelle combinaison. Ces explications sont insuffisantes. Bugeaud mieux que personne savait que, si l'armée n'a pas de rôle à jouer dans la politique, elle a toujours son honneur à sauvegarder, et, tout en ordonnant de cesser le combat, il a dû prescrire les mesures nécessaires pour que la troupe, en se retirant,

ne se laissât pas pénétrer par la foule, ce qui rendit toute résistance impossible et fit tomber le pouvoir entre les mains des émeutiers, contre les intérêts et contre le sentiment général du pays.

Je ne devais pas jouir longtemps des charmes de Blidah, dont je ne me lassais pas. Le colonel de Martimprey venait de remplacer le général Bosquet dans le commandement de la subdivision d'Orléansville. Collaborateur des plus utiles du maréchal Bugeaud, élève préféré du général de Lamoricière, qu'il avait suivi au ministère de la guerre comme chef du cabinet, le colonel de Martimprey avait une place à part dans l'armée d'Afrique, où on l'estimait autant pour la noblesse de son caractère que pour l'éclat de ses services et l'étendue de ses connaissances militaires. D'un esprit plus juste que brillant, infatigable au travail, ne sachant pas ce que c'était qu'une distraction, très ferme, très exigeant même, mais bienveillant, bon comme du pain, il obtenait tout ce qu'il voulait, parce qu'il était toujours le premier à payer de sa personne. Il voulut bien se rappeler qu'il m'avait connu, sept ans auparavant, comme maréchal des logis aux spahis, dans la province d'Oran, qu'il m'y avait témoigné de l'affection, et me fit demander par le colonel Daumas si je voulais devenir son officier d'ordonnance. Orléansville passait alors pour l'un des postes les moins agréables de l'Algérie. Le climat en est extrêmement pénible, surtout l'été, et la ville, de création récente, ne présentait aucune ressource. Ce n'était donc pas à une partie de plaisir que me conviait le bon colonel. Mais sa démarche était trop flatteuse, et auprès d'un tel chef j'avais trop à apprendre pour que je pusse refuser. Je partis donc immédiatement pour Orléansville, et je n'y trouvai pas le colonel, qui était en tournée d'inspection dans le cercle de Ténès, commandé par le chef de bataillon Hugo, celui-là même qui m'avait dégagé, à la tête d'une com-

pagnie de grenadiers, le 19 juin 1845, dans ce combat en Kabylie où fut tué le capitaine Piat, et qui avait pour chef du bureau arabe le capitaine Lapasset, dont je viens de parler.

En partant, et ce trait dépeint l'homme, le colonel de Martimprey avait laissé pour moi, sur ma table de travail, quelques préceptes écrits de sa main. Il ne les avait pas inventés; mais il les observait toujours, ceux-ci entre autres :

« Ne remettez jamais à demain ce que vous pouvez faire aujourd'hui. Considérez que rien n'est fait quand il vous reste encore quelque chose à faire. »

Le colonel de Martimprey a été pour moi une sorte d'oracle, et il m'a mis dans la tête quelques axiomes, quelques règles qui m'ont été des plus utiles dans ma carrière. Une maxime qu'il m'a développée maintes fois dans la suite, et sur laquelle il aimait à revenir presque perpétuellement, était celle-ci : « Quand vous recevez un ordre, employez toute votre intelligence à le bien comprendre et toute votre bonne volonté à en rechercher les moyens d'exécution. Cela seul vous donnera un avantage immense sur tous vos camarades; parce qu'en règle générale, quand on reçoit un ordre, l'esprit est frappé tout d'abord par les difficultés, par les impossibilités qu'il soulève. On dirait que c'est là un défaut du cerveau. »

Je recommande ce précepte, parce que j'en ai profité. C'est une vérité reconnue que, dans l'armée, sévit l'esprit critique et frondeur, qui sert en quelque sorte d'exutoire à la discipline elle-même. Déjà, après la guerre de Sept ans, le vieux maréchal de Broglie s'en plaignait amèrement. En outre, dans l'armée comme ailleurs, la jeunesse est présomptueuse et la science qu'elle acquiert dans les écoles, où l'on ne peut donner des leçons d'expérience, la porte à croire volontiers que les chefs, blanchis sous le harnais, ne représentent

plus que des méthodes surannées. Aussi, je redis à mon tour, après mon maître, aux jeunes gens : « Quand vous recevez un ordre, cherchez à le bien comprendre et à découvrir ses facilités d'exécution. »

A Orléansville, je retrouvai avec joie le commandant de Mirandol, à la tête de l'escadron des spahis qui avait pour capitaine le frère de notre ancien commandant : Damiguet de Vernon. Il y avait encore là, le 16^e de ligne, colonel Jolivet, deux sections d'artillerie de montagne et des détachements de troupes accessoires. Le génie était dirigé par le commandant Le Bretevillois. Le chef du bureau arabe, figure très originale, était le capitaine Richard, du génie, officier de la Légion d'honneur, distinction assez rare dans son grade. C'était ce qu'on appelle un joli homme, avec de longs cheveux blonds, bouclés, rejetés en arrière, des traits fins, un œil bleu et rêveur, des manières exquises, une parole facile et entraînant, d'une douceur pénétrante. Il avait une très vive et très haute intelligence, mais une imagination qui nuisait parfois à son jugement. Toujours maître de lui dans les discussions, il développait ses idées avec une ténacité rare et, malheureusement, ces idées étaient celles de Saint-Simon, de Fourier et de Considérant. Ces décevantes théories sociales dont il était l'apôtre étaient l'antithèse absolue des convictions du colonel de Martimprey qui, lui, ne voyait de salut que dans la pratique inflexible des devoirs de famille et des vertus patriarcales.

Le capitaine Richard avait été le bras droit du colonel de Saint-Arnaud, pendant l'insurrection du Dahra, dont il a d'ailleurs raconté les phases dans un livre intéressant. La répression de ce mouvement lui avait donné une grande influence sur les chefs arabes des tribus voisines. Il avait eu l'idée d'en profiter, pour appliquer aux Arabes les théories phalanstériennes. Suivant lui, la première chose à faire pour tirer l'Arabe